

1er octobre 2018

ING Focus – Investissement

Investissement durable : Comment joindre l'utile à l'agréable ?

Au cours des dernières années, l'intérêt pour le développement durable a fortement augmenté. Compte tenu des évolutions technologiques et socio-économiques, il devrait encore gagner en importance à l'avenir. C'est une belle opportunité pour les investisseurs, qui peuvent joindre l'utile (le développement durable) à l'agréable (une espérance de rendement positif). Mais comment intégrer le développement durable dans une stratégie d'investissement ? Par ailleurs, est-ce vraiment rentable ?

Selon l'ONU, notre société est durable si elle répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins. Il s'agit d'une définition très large dans laquelle presque tout le monde peut se retrouver. Sa mise en œuvre pratique peut toutefois prendre des formes très différentes. Il est en effet difficile de déterminer, objectivement, le moment à partir duquel les besoins des générations futures sont affectés.

Par ailleurs, il faut souligner que le développement durable ne se réduit pas à limiter l'impact négatif de l'homme sur son environnement, même si cela en représente un pan important. Parmi les 17 objectifs en matière de développement durable fixés par l'ONU en 2015, 11 n'ont pas de lien direct avec l'environnement (voir figure 1). La lutte contre la pauvreté, la réduction des inégalités et la recherche d'un marché du travail sain figurent notamment aussi sur la liste.

Fig. 1 Les 17 objectifs de développement durable de l'ONU



Source : Nations-Unies.

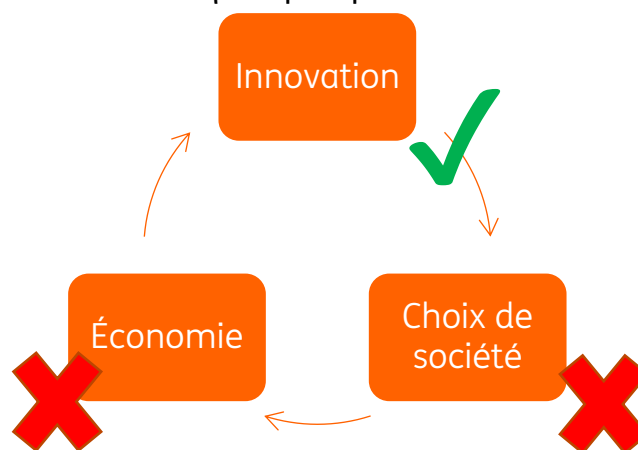
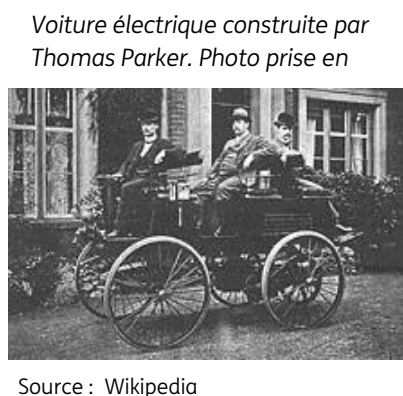
Steven Trypsteen
 Économiste
 Bruxelles +32 2 547 33 79
 steven.trypsteen@ing.com

A ce sujet, on peut noter que même si la durabilité englobe un concept assez large, la majorité des Belges y associent principalement les problèmes d'environnement¹, si bien que la réduction des déchets ménagers, l'optimisation de la consommation en énergie et en eau du logement et l'achat de produits locaux ressortent comme le top 3 du comportement durable à leurs yeux. Les questions sociétales, comme le travail des enfants ou la corruption, sont moins associées à la durabilité.

Qu'est-ce qui nous pousse vers une société plus durable ?

La voie vers un monde plus durable n'est pas sans obstacle. Parfois, une solution durable peut être imaginée, ou rêvée, mais elle est impossible à mettre en œuvre car la technologie est inexistante ou pas suffisamment avancée. Par ailleurs, même si une solution existe, elle doit être rentable et les consommateurs doivent y adhérer. Autrement dit, il faut qu'ils accordent de l'importance à l'aspect durable. L'invention de la voiture électrique en est un bel exemple. À la fin du 19^e siècle, des taxis électriques roulaient déjà à Londres et à New York. Au début, leur part de marché a augmenté, mais à l'arrivée du moteur à combustion, la voiture électrique est rapidement passée à la trappe. En comparaison au moteur à combustion, elle était bien trop coûteuse et n'était simplement pas rentable. Bien sûr, il n'était pas encore question des grands problèmes environnementaux que le moteur à combustion allait entraîner et, par conséquent, le consommateur a choisi la solution la moins chère.

Fig. 2 La voiture électrique ne perce pas au 19^e siècle



Source : ING

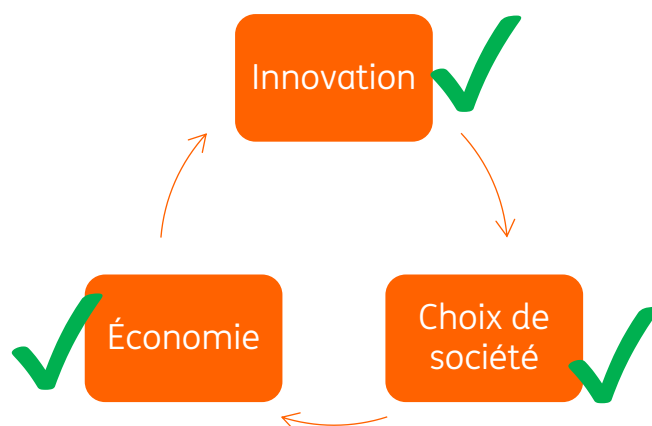
Aujourd'hui, nous vivons une époque d'accélération du progrès technologique. La liste des innovations impressionnantes s'allonge sans cesse : des imprimantes 3D qui peuvent imprimer une maison au robot capable de réaliser un salto. La grande question est de savoir si les innovations d'aujourd'hui nous entraînent réellement sur la voie d'un monde plus durable. Selon nous, la réponse est affirmative.

Les objectifs de développement durable de l'ONU montrent que les leaders mondiaux sont conscients de leur nécessité. Plus globalement, la sensibilité du public au développement durable semble se renforcer. En termes économiques, on dira que les préférences des consommateurs sont modifiées. Mais surtout, la mise en œuvre de méthodes de production durables et le développement de services et biens durables sont de plus en plus réalisables tant sur le plan technique qu'économique. Dans la suite de cet article,

¹ NN Investment Partners a étudié en 2018 le regard des Belges sur le développement et les investissements durables. Cliquez [ici](#) pour ouvrir cette étude.

nous nous intéresserons de plus près aux différentes forces (innovation, économie et choix de société) qui soutiennent l'évolution vers un monde plus durable.

Fig. 3 Aujourd'hui, tous les facteurs soutiennent l'évolution vers le développement durable



Source : ING

Choix de société

Les citoyens accordent de plus en plus d'importance au développement durable et de nombreuses réalisations s'opèrent sur le plan politique. Comme évoqué ci-dessus, l'existence d'objectifs de développement durable en est un exemple, tout comme le fait que la réduction des émissions de CO2 pour combattre le changement climatique reçoit, à juste titre, beaucoup d'attention.

Une prise de conscience s'opère donc progressivement. Mais il faut l'avouer, elle est aussi due au fait que la dégradation de l'environnement devient de plus en plus tangible. Ainsi, le réchauffement climatique augmente la fréquence des catastrophes naturelles, comme les vagues de chaleur et les ouragans. Il entraîne d'autres problèmes environnementaux, comme l'acidification des océans qui exerce un impact négatif sur les stocks de poissons. Le réchauffement climatique fait également monter le niveau des océans, et le nombre de réfugiés climatiques ne cessera d'augmenter.

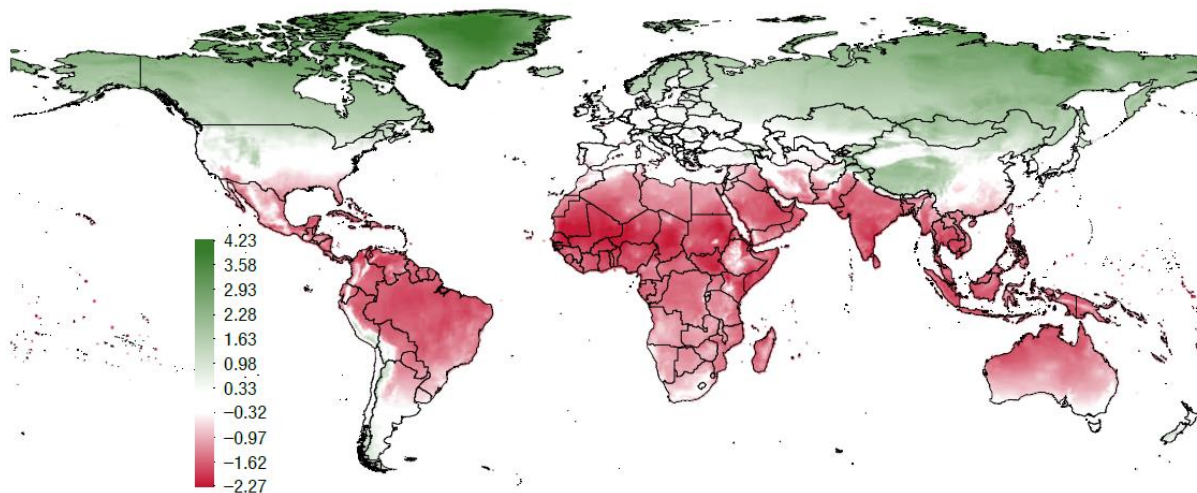
L'impact négatif sur l'économie et le bien-être devient alors évident. Le Fonds Monétaire International (FMI) a par exemple étudié l'effet d'une hausse de température sur le revenu par tête. On notera que dans cette étude, les autres impacts du changement climatique, comme l'augmentation du nombre de catastrophes naturelles, n'ont pas été intégrés.

En fait, les conditions météorologiques affectent l'économie au travers de différents canaux. La production agricole subit un impact direct. L'influence sur la valeur ajoutée du secteur des services est inexistante, mais les conséquences du réchauffement sur la productivité, les investissements et l'offre sur le marché de l'emploi impactent l'industrie de transformation :

- **Productivité** : la chaleur pèse sur les prestations des activités aussi bien cognitives que physiques, ce dont souffre la productivité. Le changement climatique peut également entraîner une instabilité politique et des conflits, ce qui, encore une fois, n'est pas favorable à la productivité.
- **Investissements** : un autre impact du changement climatique peut être la diminution des moyens disponibles pour les investissements. Les chocs climatiques peuvent également avoir un impact négatif sur les revenus ; le coût du crédit augmente et exerce un impact négatif sur les investissements.
- **Offre sur le marché du travail** : un réchauffement climatique entraîne une hausse de la mortalité et rétrécit l'offre sur le marché du travail.

Dans les pays où la température moyenne dépasse 13 °C à 15 °C, une hausse de température entraîne in fine une réduction de l'activité économique. Dans les pays où la température moyenne n'atteint pas 13 °C à 15 °C, une hausse de température entraîne l'effet inverse. La plupart des pays européens, dont la Belgique, sont dans une situation intermédiaire, où l'impact est plutôt neutre. Les effets du réchauffement climatique ne sont donc pas répartis équitablement. Puisque l'impact négatif se manifeste principalement dans les pays où vit la majorité de l'humanité, l'impact global est néanmoins négatif. Cela aura indéniablement un impact sur le bien-être global.

Fig. 4 Impact d'une hausse de température de 1 °C sur le revenu par tête (en %)



Source : Fonds Monétaire International

En y regardant de plus près, les problèmes climatiques peuvent également augmenter le risque relatif à la stabilité financière, et ainsi impacter l'économie par un autre canal. Les institutions financières peuvent en effet subir d'importantes pertes en raison de la destruction, par les catastrophes naturelles, du collatéral de leurs crédits aux consommateurs. Les compagnies d'assurances risquent également d'être mises sous pression en raison de l'augmentation du nombre de sinistres liés aux conditions climatiques.

Ceci étant, l'évolution vers une économie à faible teneur en carbone augmente également le risque financier, car des pertes peuvent être enregistrées en raison de l'exposition directe d'une institution financière à des industries à forte intensité en carbone, comme la production de pétrole, de gaz ou de charbon, ou le transport, l'immobilier et l'agriculture. De plus en plus, la gestion du risque climatique, sous ses différents aspects, doit donc entrer dans la gestion du risque des entreprises. Ceci vaut bien entendu aussi pour les investisseurs.

En conclusion, l'intérêt grandissant pour le développement durable est probablement le résultat de la combinaison de deux facteurs : d'une part, une véritable prise de conscience, une volonté de plus en plus grande de participer à la conservation de la planète de la part du public. D'autre part, l'impact des changements climatiques dans notre quotidien ou dans nos prévisions est de plus en plus tangible. Autrement dit, l'importance du développement durable s'impose à nous.

Innovation

Les technologies innovantes nous aident heureusement à évoluer vers un monde plus durable. Les exemples sont innombrables. Les imprimantes 3D réduisent l'utilisation de matériel. Elles peuvent également réduire les coûts de transport, aussi bien au niveau financier qu'environnemental. L'Internet of Things (IoT) permet également aux machines d'être en contact entre elles, ou avec l'homme. C'est ainsi que des appareils peuvent

signaler la nécessité d'un entretien ou d'une réparation. Leur durée de vie est donc prolongée, ce qui entraîne une réduction de l'impact sur l'environnement.

C'est aussi grâce aux innovations technologiques que les voitures électriques sont revenues au-devant de la scène, alors que comme cela a été évoqué précédemment, cette technologie existe depuis longtemps. Grâce aux nouvelles technologies, le prix des batteries lithium-ion a par exemple reculé de 79 % entre 2010 et 2017. Les pouvoirs publics de nombreux pays soutiennent cette évolution, soit par des stimulants fiscaux soit par l'interdiction des moteurs diesel. Selon Bloomberg New Energy Finance, en 2040, 55 % de toutes les voitures neuves achetées seront des voitures électriques. D'ici là, ils prévoient que 33 % du parc automobile mondial sera électrique, une forte hausse en comparaison au 1,5 % actuel.

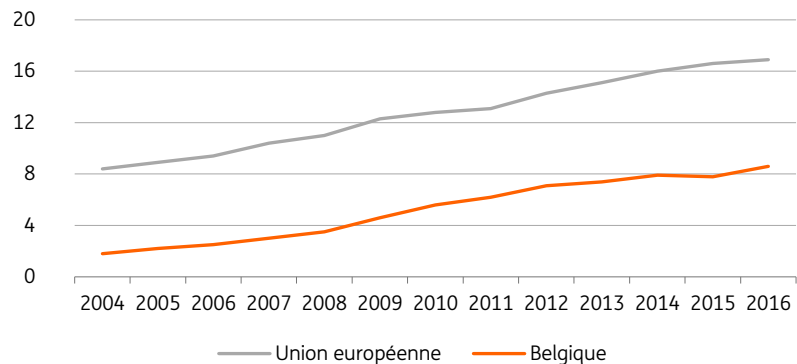
Mise en œuvre créative de la technologie.

Les villes de Graz, en Autriche, et de Sofia, en Bulgarie, expérimentent la mise en circulation de bus électriques dotés de batteries très légères se rechargeant très rapidement. Pendant que les passagers montent et descendent, la batterie se recharge pendant environ 30 secondes, ce qui permet au bus de faire à nouveau environ cinq kilomètres jusqu'à l'arrêt suivant.

Mais attention, l'impact environnemental des voitures électriques n'est pas garanti. L'exploitation du lithium et du cobalt, cruciaux pour les batteries lithium-ion, s'accompagne d'effets négatifs sur l'environnement. L'extraction du lithium exige en effet de grandes quantités d'eau. Or dans les salines du Chili ou d'Argentine, d'où provient la majorité du lithium, l'eau est rare. L'extraction du lithium a donc un impact négatif sur la population, la faune et la flore locales. Sans compter l'utilisation de produits chimiques toxiques susceptibles de polluer l'environnement. Si l'exploitation du cobalt est également polluante, elle soulève en outre des préoccupations en matière de corruption et de conditions de travail, dans la mesure où plus de 50 % de la production de cobalt provient notamment de la République Démocratique du Congo. Selon Transparency International, il s'agit d'un des pays les plus corrompus au monde et l'industrie minière locale y est réputée pour ses mauvaises conditions de travail et l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine.

Par ailleurs, au moment d'évaluer l'impact environnemental global de la voiture électrique, la source d'énergie utilisée pour recharger les batteries joue également un rôle important. Si l'électricité provient de centrales au charbon, le pire émetteur de carbone, le bilan pour l'environnement ne sera pas positif. Pour être durable, la voiture électrique doit donc également utiliser une source d'énergie durable. Selon le service statistique de l'Europe (Eurostat), seuls 17 % de la consommation énergétique européenne provenaient, en 2016, de sources d'énergies renouvelables, comme le solaire et l'éolien. En Belgique, ce pourcentage est encore inférieur, à 8,7 %.

Fig. 5 La part de la consommation énergétique issue de sources renouvelables augmente chaque année



Source : Eurostat

Heureusement, encore une fois, la technologie nécessaire à l'exploitation de sources d'énergie renouvelables, comme l'éolien ou le solaire, ne cesse de s'améliorer, permettant à la part d'énergies renouvelables d'augmenter (voir la figure 4). Dès lors, de plus en plus d'entreprises annoncent des projets en matière de production d'énergie sans avoir recours à des subsides publics.

Les fenêtres comme panneaux solaires

Un projet de recherche en cours vise à transformer les fenêtres en panneaux solaires. Entre les couches de verre, on ajoute de l'eau contenant des nanoparticules qui absorbent l'énergie et la transforment en électricité qui peut être utilisée dans le bâtiment. L'eau contenant des nanoparticules entre les couches de verre constitue également un filtre bloquant la chaleur. Il faut par conséquent moins d'énergie pour refroidir le bâtiment.¹

En conclusion, l'innovation joue un rôle crucial dans le développement d'un monde durable. Mais il ne faut pas être naïf non plus en la matière. Le bienfondé d'une solution, soit-elle à la mode, doit s'évaluer sur base de critères techniques et objectifs. Par ailleurs, l'innovation ne trouve pas toujours son chemin : de nombreux projets seront abandonnés, d'autres seront les gagnants de demain. Mais une chose est certaine, sans l'innovation, l'objectif d'un monde plus durable entrerait en conflit direct avec nos standards de vie actuels.

Faisabilité économique

Même si les obstacles sont nombreux, lorsque les préférences des consommateurs sont modifiées et que les innovations offrent des solutions aux nouvelles préférences (dans ce cas-ci, un monde plus durable), la magie s'opère. Autrement dit, les entreprises sautent dans le train du développement durable, ce qui accélère le mouvement. Cela peut aller très loin : les produits changent, mais de nouveaux modèles d'entreprise sont également expérimentés, afin de mieux rentabiliser les processus de production.

Le modèle de production dans lequel les entreprises proposent un service plutôt qu'un produit (de la lumière au lieu d'ampoules par exemple) en est une belle illustration. Dans ce modèle d'entreprise, le consommateur n'est pas propriétaire d'un produit mais doit uniquement payer le service qui fournit le bien. Ce modèle permet d'allonger la durée de vie des produits et d'augmenter leurs chances d'être recyclés. Puisque le producteur reste propriétaire du produit, il a en effet tout intérêt à se préoccuper de ce qu'il adviendra du produit une fois son cycle de vie achevé. Il va aussi de son intérêt de bien entretenir le produit afin de lui assurer une durée de vie maximale.

Si ces nouvelles formes d'entreprises trouvent leur rentabilité économique, tous les éléments sont réunis pour qu'une économie progresse. C'est probablement en cela que la période actuelle est très intéressante. Alors comment y contribuer, ou simplement en profiter ?

Investissement et développement durable : quelle stratégie ?

Dans le monde des investisseurs, les stratégies traditionnelles ne considèrent que l'aspect financier d'un investissement, qui se décline en rendement d'un côté et en volatilité de l'autre. Investir durablement est par contre synonyme d'investir selon les critères ESG (*Environnement, Social et Gouvernance*). Cette stratégie tient donc compte, en plus des éléments classiques, d'aspects tels que l'impact sur l'environnement, la relation avec les intervenants externes (social) et les problèmes de gestion (gouvernance). Le Tableau 1 donne un certain nombre d'aspects généralement considérés comme des aspects ESG. Investir de façon durable ne concerne donc pas uniquement l'environnement mais aussi la façon dont les travailleurs, les fournisseurs et les clients sont traités, et dont l'entreprise ou le pays est géré.

L'inclusion d'aspects ESG dans une stratégie d'investissement n'est en fait pas un nouveau phénomène. Les investisseurs tiennent de plus en plus souvent compte de ce type de problématique, en évaluant le risque de réputation ou en prévoyant la modification d'une législation, par exemple. Mais, aujourd'hui, certains investisseurs vont plus loin et accordent une attention systématique à des aspects ESG pertinents et sensibles. Chaque investisseur aura par contre ses préférences. Il n'existe donc pas d'approche standard des investissements ESG. Heureusement, les banques et les gestionnaires d'actifs proposent des produits financiers dans lesquels ces choix ont déjà été opérés, ce qui facilite le travail de l'investisseur.

Tableau 1 : Exemples d'aspects ESG

Impact sur (<i>Environnement</i>)	Relations avec les intervenants externes (<i>Social</i>)	Problématiques de gestion (<i>Gouvernance</i>)
<ul style="list-style-type: none"> • Changement climatique et émissions de CO2 • Pollution atmosphérique et aquatique • Biodiversité • Déforestation • Efficacité énergétique • Gestion des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> • Satisfaction client • Gestion de données et protection de la vie privée • Diversité au travail • Relation avec la société • Engagement des collaborateurs • Droits de l'homme • Conditions de travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Composition du Conseil d'administration • Structure du comité d'audit • Pots-de-vin et corruption • Rémunération des administrateurs • Lobbying • Accointances avec les partis politiques • Règles relatives aux lanceurs d'alerte

Source : Institut CFA

Il faut souligner que l'évaluation financière des aspects ESG n'est pas aisée. Quel est, par exemple, l'impact sur les bénéfices de l'entreprise d'un roulement élevé du personnel dû aux mauvaises conditions de travail ? Ou d'une biodiversité plus faible ? Pour tenir compte de ces aspects d'une manière consistante, les entreprises et les pays sont examinés sur base des aspects ESG. Les banques et les gestionnaires d'actifs peuvent réaliser cette analyse en interne ou la sous-traiter à des entreprises spécialisées, comme Vigeo Eiris ou

Sustainalytics. Souvent, un score ESG est attaché à un investissement afin de permettre une comparaison aisée des différentes offres. MorningStar, un fournisseur réputé d'analyses des investissements octroie, par exemple, un Sustainability Rating sur base d'une analyse des fonds par Sustainalytics.²

Quelles stratégies ?

Si l'on veut intégrer des critères ESG dans l'allocation de son portefeuille, plusieurs stratégies existent. Nous en examinerons ci-après six. Ces stratégies ne s'excluent pas mutuellement et peuvent souvent être combinées.

- **Exclusion**

Un investisseur peut choisir de ne pas inclure certaines entreprises ou certains pays dans son portefeuille. Il peut s'agir d'entreprises particulières, par exemple celles qui ne respectent pas les droits de l'homme, mais aussi de secteurs d'entreprise, comme l'industrie du tabac. Dans les pays qui reprennent ces considérations dans leur législation, l'exclusion peut également être imposée juridiquement. En Belgique, par exemple, il est interdit d'investir ou de financer des entreprises actives dans la vente ou l'utilisation d'armes controversées, comme les bombes à fragmentation ou les armes à l'uranium enrichi.

- **Best-in-class**

L'approche « best-in-class » sélectionne les actifs ayant les meilleures performances ESG par rapport aux autres actifs du secteur. Elle peut s'appliquer au score ESG à un moment donné ou à son évolution au cours du temps. Elle n'exclut aucune entreprise ni aucun pays. Cette stratégie autorise donc d'investir dans une entreprise polluante, pour autant qu'elle affiche le meilleur score ESG de son secteur.

- **Actionnariat actif**

Les actionnaires peuvent discuter avec une entreprise pour influencer les décisions que celle-ci prend en matière d'aspects ESG. Ils peuvent utiliser leur droit de vote ou poser des questions pendant l'assemblée générale. Cette stratégie est très différente de celle qui consiste à céder, ou ne pas acheter, des investissements dont les pratiques sont douteuses, comme dans l'approche exclusive.

- **Investissement à thème**

Dans cette stratégie, l'investisseur peut miser sur certaines tendances sociétales. Un certain nombre de ces tendances sont associées à l'ESG, comme, par exemple, la technologie propre, l'immobilier vert ou les soins de santé, et font donc partie des investissements durables.

- **Impact investing**

Dans une stratégie « impact investing », les objectifs financiers sont accompagnés d'objectifs clairement sociaux et environnementaux. Les investisseurs souhaitent exercer un impact sur les questions sociales et environnementales et s'engagent à mesurer les objectifs et à en faire rapport. Les objectifs de rendement financier peuvent aller de la simple préservation du capital jusqu'à un rendement de marché ajusté au risque.

² Morningstar l'a fait pour les fonds qui ont investi au moins 50 % de leur patrimoine dans des entreprises qui ont obtenu un rating ESG de Sustainalytics.

- **Intégration ESG**

Dans le cadre de l'intégration ESG, les risques et opportunités ESG sont pris en compte systématiquement dans l'analyse d'investissement. Il n'est pas nécessaire de fixer des critères d'exclusion d'entreprises, secteurs et pays particuliers (comme dans l'exclusion). Pas plus que de reprendre des entreprises qui présentent, relativement, les meilleurs scores dans les domaines ESG (comme dans le « best-in-class »). Les utilisateurs de cette stratégie sont convaincus que les aspects ESG comportent des risques et peuvent donc choisir de ne pas les prendre. Mais l'approche ESG offre également des opportunités, et une analyse ESG peut aider à les identifier.

Une fois l'approche spécifique choisie (par exemple exclusion, best-in-class ou une combinaison), l'investisseur doit faire deux choix supplémentaires. D'une part, il doit définir les aspects ESG qui comptent pour lui. Un investisseur peut, par exemple, choisir de ne se concentrer que sur l'environnement. Ce choix peut même être affiné, en investissant, par exemple, uniquement dans des entreprises présentant une bonne prestation en matière de réchauffement climatique. D'autre part, l'investisseur doit déterminer comment l'aspect durable se traduira en choix concrets. L'investisseur veut-il investir dans la moyenne des scores ESG ou uniquement dans le top 10 ? Est-il prêt à investir dans des entreprises qui détiennent une participation de 10 % dans un fabricant d'armes, ou la participation doit-elle être limitée à 5 % ? Ce sont là des questions très concrètes auxquelles chaque investisseur doit répondre.

Il y a donc de nombreuses façons de réaliser des investissements durables. On ne peut nier que la situation devient plus complexe et que l'investisseur doit s'impliquer davantage pour comprendre comment le développement durable se traduit concrètement pour une banque ou un gestionnaire d'actifs spécifique. Mais cela permet également d'élargir l'offre proposée aux clients. Tout le monde ne comprend pas le développement durable de la même façon. La possibilité de mettre sur le marché différentes stratégies d'investissement durable permet de répondre aux besoins de tous les investisseurs. Une définition trop stricte des investissements durables pourrait, en outre, déboucher sur l'exclusion d'entreprises qui souhaitent évoluer durablement mais ne répondent pas à la définition. Cela limiterait les possibilités de ces entreprises et la possibilité d'évoluer vers une société durable.

Les investissements durables sont-ils rentables ?

Comme cela a été dit plus haut, l'investissement ESG intègre davantage de variables qu'une stratégie basée sur des indicateurs purement financiers. L'impact positif des investissements ESG pour l'homme, l'environnement et la société est clair. Les investissements vont davantage aux entreprises affichant un bon score ESG, avec des conséquences positives pour l'environnement, les conditions de travail et la gestion des entreprises. Mais qu'en est-il du rendement ? Heureusement dans ce domaine également, les résultats sont plutôt positifs.

La grande majorité des études académiques concluent en effet à l'existence d'une corrélation positive entre les prestations financières des entreprises et leur score ESG. La méta-analyse de Friede, Busch et Bassen (2015) a passé au crible les résultats d'environ 2 200 études analysant les relations entre ESG et la prestation financière. 90 % des études ne constatent aucune relation négative, et la toute grande majorité constate une relation positive. Une étude récente de MSCI (Giese, Lee, Melas, Nagy et Nishikawa, 2017) établit également une relation positive entre le score ESG et la rentabilité (et avec le rendement - dividende). L'intégration de variables ESG dans l'évaluation d'entreprises et de pays vaut donc la peine.

Il faut toutefois souligner que l'horizon de placement est crucial. Comme pour les autres investissements, la valeur des investissements ESG fluctue et implique un certain risque

pour l'investisseur. Néanmoins, à long terme, l'investisseur peut tirer bénéfice d'un investissement ESG puisqu'une étude montre que les fluctuations de ceux-ci sont, à long terme, moins fortes, grâce aux filtres de risque supplémentaires (Giese et al., 2017). Le risque d'incidents sérieux pouvant avoir un impact négatif sur la valeur est, notamment, inférieur.

Fig. 6 Financièrement, l'investissement durable fait aussi bien que l'investissement traditionnel



Note : en euros Valeur de l'indice au 01/01/2013 = 100.

Source : Thomson Reuters

Toutefois, il y a un revers à la médaille lorsque l'on choisit un investissement ESG : le choix est plus restreint. En d'autres termes, la diversification est un peu moindre que lorsqu'on ne s'impose aucune contrainte. Dès lors, les écarts par rapport au « benchmark » à court terme peuvent être plus importants. Imaginez une forte hausse du prix du pétrole grâce à laquelle les entreprises pétrolières réalisent de bons résultats. En raison de la présence plus limitée des entreprises pétrolières dans un portefeuille ESG par rapport au benchmark, la prestation de l'investissement ESG sera légèrement inférieure à celui-ci.

Conclusion

La prise de conscience de la nécessité de l'évolution vers un monde plus durable se renforce. Elle s'impose également d'elle-même, dans la mesure où les effets d'un monde non durable deviennent de plus en plus tangible. Dans ce contexte, la problématique du climat est cruciale, mais le développement durable va plus loin. Les conditions de travail et une répartition correcte de la prospérité ont également leur importance.

Être conscient de la nécessité d'un développement durable ne suffit pas. Les innovations doivent également permettre la réalisation technique des projets et faire baisser les coûts de production, du moins si l'on veut conserver les mêmes standards de vie. Enfin, les entreprises doivent adapter leur modèle d'entreprise afin d'utiliser les nouvelles technologies et répondre à la demande grandissante de développement durable.

Cette tendance présente pour l'investisseur des défis, mais également de nombreuses opportunités. L'investissement ESG est le dénominateur commun d'un grand nombre d'options d'investissements durables. C'est une stratégie qui en vaut la peine. En effet, l'impact sur l'homme et son environnement est positif, mais le rendement financier ne déçoit pas. Les études montrent qu'à long terme, le rendement peut au moins égaler celui d'un investissement traditionnel en présentant, toutefois, une volatilité moyenne plus faible. Joindre l'utile à l'agréable est donc tout à fait possible.

Sources

- Bloomberg New Energy Finance. 2018. Electric Vehicles Outlook 2018. <https://about.bnef.com/electric-vehicle-outlook/>
- Friede, Busch et Bassen. 2015. ESG and financial performance: aggregated evidence from more than 2000 empirical studies. *Journal of Sustainable Finance and Investment*. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/20430795.2015.1118917#abstract>
- Guise G., LE Lee, D. Melas, Z. Nagy, L. Nishikawa. 2017. *Foundations of ESG investing. Part 1: How ESG Affects Equity Valuation, Risk and Performance*. MSCI. <https://www.msci.com/documents/10199/03d6faef-2394-44e9-a119-4ca130909226>
- Hayat U. and M. Orsagh. 2015. *Applications: The Six Methods for Considering ESG Issues*. CFA Institute <https://www.cfainstitute.org/en/advocacy/policy-positions/environmental-social-and-governance-issues-in-investing-a-guide-for-investment-professionals>
- IGBP, IOC, SCOR. 2013. Ocean Acidification Summary for Policymakers – Third Symposium on the Ocean in a High-CO2 World. International Geosphere-Biosphere Programme, Stockholm, Sweden. <http://www.igbp.net/publications/summariesforpolicymakers/summariesforpolicymakers/oceanacidificationsummaryforpolicymakers2013.5.30566fc6142425d6c9111f4.html>
- ING Nederland. Investissement durable. <https://www.ing.nl/particulier/beleggen/beursnieuws-en-actualiteit/duurzaam-beleggen/duurzaam-beleggen.html>
- NN Investment Partners. 2018. *Focus Point : En route pour une vie plus durable*. <https://www.nnip.com/web/file?uuid=f5b9fe0f-d008-467f-9f91-beccb206397b&owner=f23032d2-df50-4d07-915b-6143862fa2ea&contentid=14220>
- United Nations SDGs: <https://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/>

Disclaimer

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière d'ING Belgique SA (« ING ») exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses, ING ne peut garantir l'exhaustivité ni l'exactitude des informations communiquées par des tiers. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes résultant de l'utilisation de cette publication, sauf faute grave dans le chef d'ING. Sauf stipulation contraire, les opinions, prévisions ou évaluations éventuelles sont à attribuer exclusivement à leur(s) auteur(s) et à la date de publication. Par ailleurs, elles peuvent être revues sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certains États et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du droit d'auteur et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel qu'en soit l'objectif, sans l'accord préalable explicite et écrit d'ING. Tous droits réservés. L'entité juridique responsable de la publication, ING Belgique SA, est agréée par la Banque Nationale de Belgique et supervisée par la Banque Centrale Européenne (BCE), la Banque Nationale de Belgique (BNB) et l'Autorité des Services et Marchés et Financiers (FSMA). ING Belgique SA est enregistrée en Belgique sous le numéro d'entreprise 0403.200.393 à Bruxelles.

À l'attention des investisseurs américains : Quiconque souhaite commenter cette publication ou réaliser des transactions sur un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, membre de la NYSE, FINRA et SIPC, qui fait partie d'ING et qui porte la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis, conformément aux dispositions en vigueur.

Éditeur responsable : Peter Vanden Houte, Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles, Belgique.